

UNIVERSITÉ

Les enseignants-chercheurs à la peine

Alors que le nombre d'étudiants augmente, les moyens ne suivent pas et les conditions de travail se dégradent

La voilà déjà essouffée alors que c'est tout juste la rentrée. Oriane Petiot, 32 ans, est pourtant agrégée d'éducation physique et sportive (EPS): l'endurance, elle connaît. Au printemps, elle a démissionné de sa fonction de responsable pédagogique de la licence 1 du département sciences et techniques des activités physiques et sportives (Staps) de l'université Rennes-II. Comme la totalité de ses collègues.

Habituellement, ce sont eux qui organisent la scolarité des étudiants. Mais cette année, ils ont refusé de préparer les emplois du temps et les groupes: la rentrée est donc reportée, pour le moment, au 4 octobre. «Aujourd'hui, personne ne veut me remplacer pour remplir cette mission: il faudrait être fou pour accepter.» La normale endossait seule la responsabilité des 650 étudiants de première année. Son unité de formation et de recherche (UFR), particulièrement sous-dotée, compte quatre membres du personnel administratif et 60 enseignants titulaires pour 2800 étudiants. Soit un professeur pour 44 étudiants. A l'échelle nationale, on dénombre un titulaire pour 35 étudiants en Staps. Et un pour 17, toutes filières confondues.

D'où, à Rennes-II, une «impression de bricoler en permanence» qui s'est répercutée sur la santé des enseignants, et sur la qualité de la formation. «On a des collègues qui craquent, avec des cas de burn-out sévères», raconte Oriane Petiot. On n'a pas les forces vives pour faire face collectivement. On gère la masse, c'est l'usine en permanence. Elle décrit un rythme «monstrueux»: les mails le jour et la nuit, la gestion des salles et des emplois du temps, la formation des vacataires, la répartition des groupes de langues, le remplacement des congés maladie, l'annulation de certains cours faute d'enseignants disponibles... En 2020, Oriane Petiot a renoncé à une partie de son congé maternité et cumulé 160 heures supplémentaires, en plus des 384 heures prévues dans son statut. «J'ai fait double service, avec mon bébé sur les genoux. On est tellement obnubilé par toutes les tâches parasites et organisationnelles que le cœur de notre métier en est complètement altéré.»

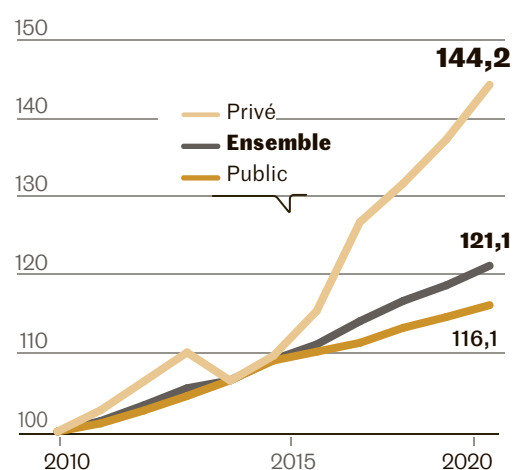
Si elle est exceptionnelle, la situation de ce département de Rennes-II renvoie, avec un miroir grossissant, aux maux structurels dont souffre l'université. La mobilisation des Staps a d'ailleurs pris une ampleur nationale. Entre les rentrées 2010 et 2020, ces établissements ont vu leurs effectifs croître de 16 %, selon les chiffres du ministère de l'enseignement supérieur, soit 230 000 étudiants à accueillir en plus. Les chiffres de la rentrée 2021 ne sont pas encore consolidés, mais tout porte à croire que la tendance reste la

«L'AUTONOMIE A DES EFFETS TRÈS POSITIFS, MAIS, DANS LES FAITS, C'EST SURTOUT LA GESTION DE LA PÉNURIE»

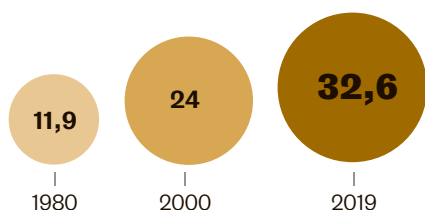
HÉLÈNE BOULANGER
vice-présidente
de l'université de Lorraine

Un nombre d'étudiants en hausse depuis dix ans

Evolution de l'effectif des étudiants dans l'enseignement supérieur, base 100 en 2010



Dépense intérieure d'éducation dans le supérieur, en milliards d'euros, au prix 2019



même, en cette année d'exceptionnelle réussite au baccalauréat. C'est en licence que la pression est la plus forte: le nombre d'étudiants a progressé de 20 % en dix ans, et même bien davantage dans certaines disciplines, comme en psychologie ou en Staps, où le nombre d'inscrits en première année de licence a quasiment doublé en dix ans.

«RESPIRATION ARTIFICIELLE»

La dotation que verse le ministère aux universités augmente d'année en année, tandis que des financements supplémentaires ont été apportés grâce à la loi relative à l'orientation et la réussite des étudiants (ORE) ou dans le cadre du plan de relance ou des investissements d'avenir. En euros constants, depuis 2010, la dépense publique pour l'enseignement supérieur s'est accrue de 9,7 %. Mais ces efforts budgétaires, de l'avis des universitaires et des gestionnaires interrogés, ne sont pas suffisants pour répondre aux besoins: absorber l'impact de cette hausse des effectifs en termes d'encadrement, de locaux, d'administration, de suivi des élèves, tout en permettant aux enseignants de continuer leurs activités de recherche et de répondre aux multiples appels à projets. De fait, la dépense moyenne par étudiant de la collectivité publique (11 530 euros) est en baisse: elle a chuté de 7,5 % par rapport à la rentrée 2011.

L'un des nœuds du problème est humain: c'est le recrutement d'enseignants-chercheurs permanents. Leur nombre stagne (-1 %) depuis dix ans. Les universités, autonomes, pourraient-elles en recruter davantage? «Le ministère nous y invite, mais c'est impossible», expose la professeure Georgette Dal, vice-présidente de l'université de Lille, par ailleurs à la tête de l'association des VP-RH, regroupant tous les vice-présidents responsables des ressources humaines dans les universités.

Elle et ses homologues font face à la même problématique: à mesure que leurs personnels progressent dans leur carrière et que celles-ci s'allongent, leur masse salariale augmente. «Chaque année, à Lille, on a 3 millions d'euros en plus, simplement en raison de la progression des salaires liée à l'ancienneté et à l'avancement de grade. On arrive à négocier la moitié de cette somme auprès du rectorat. Pour le reste, on doit se débrouiller. Et donc, la solution, c'est de ne pas recruter de nouveaux enseignants», regrette la vice-présidente de ce méga-établissement - 70 000 étudiants, 7 000 membres du personnel. «Nous sommes sous respiration artificielle», poursuit-elle. *Tributaires des choix budgétaires de l'Etat.* En 2021, elle a reçu 160 demandes de postes. «Et elles étaient toutes justifiées» mais, faute de moyens, seulement 50 postes ont pu être ouverts aux concours, explique-t-elle. Alors il faut se débrouiller avec des contractuels, des vacataires. Mais les vacataires ne peuvent pas tout faire: «Dans certaines disciplines, il est très difficile de trouver des encadrants pour des mémoires, ou mener certains projets pédagogiques», explique Hélène Boulanger, vice-présidente de l'université de Lorraine.

L'autonomie des universités, votée en 2007, permet certes aux établissements de recruter, de dégager plus facilement des ressources propres, par la formation continue, des contrats partenariaux, des fondations... Mais toutes ne jouent pas à armes égales. «Ces ressources sont liées au type de territoire et aux spécificités des établissements. Il est difficile de tableur dessus pour créer des postes de titulaires», poursuit Hélène Boulanger. «Les marges de manœuvre que nous dégagons sont tout de suite absorbées par le gonflement annuel de notre masse salariale. L'autonomie a des effets très positifs,

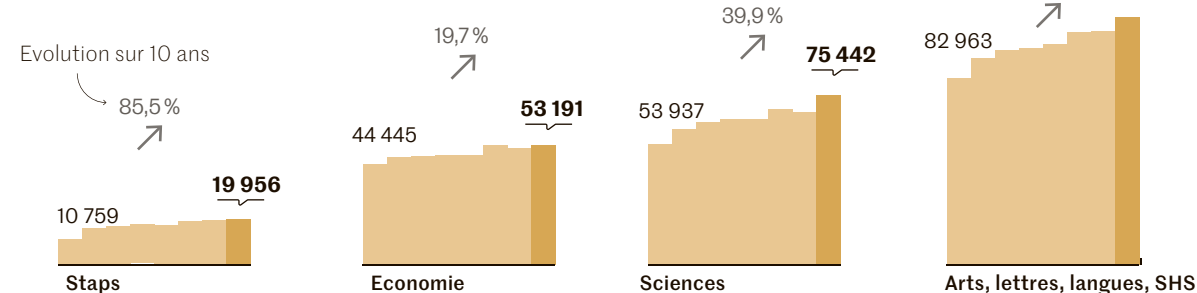
mais dans les faits, c'est surtout la gestion de la pénurie. Il y a un côté usant, et cela se répercute sur le moral de nos personnels. Ils reviennent d'une année Covid difficile, contents de revoir les étudiants, et en même temps, retrouver cette situation, c'est décourageant», commente Hélène Boulanger. «La France ne traite pas ses enseignants-chercheurs comme elle le devrait», abonde Manuel Tunon de Lara, le président de la Conférence des présidents d'université. Il estime que «si une partie des enseignants-chercheurs est désabusée, c'est à raison: ils sont moins bien payés, moins bien considérés que leurs homologues étrangers».

ÉPUISEMENT

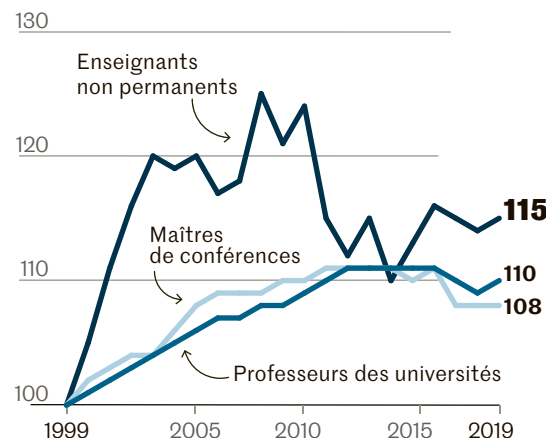
Les burn-out d'enseignants-chercheurs, s'ils sont peu recensés, existent. Florence, 44 ans (qui a requis l'anonymat), maîtresse de conférences à Rennes-II, en a fait un. Elle s'est absentée pendant plusieurs mois, «épuisée» par ses conditions de travail à l'université. De retour dans son établissement, elle évoque aujourd'hui la «souffrance» de recruter des enseignants contractuels «qui gagnent 44 euros brut de l'heure pour une vacation, ou 800 euros net par mois», et qui effectuent le double de leur service d'enseignement.

«Ce cadre est producteur de maltraitances», juge-t-elle. Sans être en souffrance, Philippe Cordazzo, professeur de démographie à l'université de Strasbourg depuis plus de vingt ans, estime que «le métier a changé». «C'est mécanique: la pression est plus forte et on est aussi beaucoup plus évalués», raconte-t-il. De 35 copies de TD [travaux dirigés] à corriger, on est passés à 70. Je ne connais pas un seul collègue qui ne travaille pas une partie du week-end et après le dîner, quand les enfants sont couchés. Alors, pour beaucoup, la recherche devient «une variable d'ajustement».

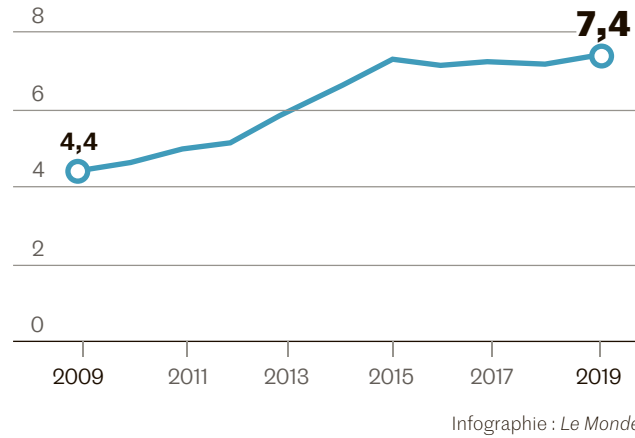
Nouveaux entrants de 2010 à 2020, à l'université, par discipline



Evolution de l'effectif des enseignants du supérieur public, base 100 en 1999



Nombre de candidats pour un poste de maître de conférences ouvert par établissement (taux de tension)



Infographie: Le Monde

Sources: ministère de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports; ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation

«À REIMS, IL EST DIFFICILE DE TROUVER DES VACATAIRES EN INFORMATIQUE. SURTOUT POUR 25 EUROS L'HEURE DE TRAVAUX PRATIQUES!»

HACÈNE FOUCHAL
enseignant-chercheur

Le plus lourd aux yeux de Valérie Robert, qui est maîtresse de conférences en études germaniques à la Sorbonne-Nouvelle, c'est le sous-encadrement administratif. Dans son département (+ 56 % d'étudiants inscrits en quinze ans, - 30 % d'enseignants permanents, d'après ses calculs), elle est responsable à la fois d'une licence et d'un master: «C'est un boulot énorme mais je ne peux pas dire à un étudiant qui a besoin d'un enseignement: "Ciao, j'ai fini ma journée!" On le fait parce qu'on aime le métier.» Les enseignants-chercheurs qui multiplient les CDD faute de poste stable monteront-ils autant de zèle? Tel est le risque: à force de décevoir une partie des jeunes enseignants en quête de poste, ceux-ci risquent de se désimpliquer du suivi et de l'accompagnement de leurs élèves.

Les conséquences pour les étudiants de cette université à bout de souffle sont visibles. Même si les taux de réussite aux examens en licence ne sont pas affectés - ils sont même en progression depuis quelques années, selon les statistiques ministérielles -, ce sont les conditions d'études qui se dégradent. Des groupes de TD dépassant les 50 étudiants, des emplois du temps baroques, avec des cours le samedi ou le soir faute de locaux disponibles, des enseignants peu disponibles, des cours d'anglais qui sautent...

Ces conditions favorisent une sélection indirecte, selon Sébastien Schick, 37 ans, maître de conférences en histoire à Paris-I Panthéon-Sorbonne. «Les très bons étudiants restent au même niveau, mais c'est tout le groupe médian, ceux qu'on pouvait aider à s'améliorer, qui est désormais en chute libre», déplore-t-il. Pour lui, il est clair que «depuis 2010, l'enseignement s'est détérioré». Dans sa licence, qui «croule» sous les demandes d'inscription, les classes de TD sont passées de 25 à 35 étudiants... Mais sans pouvoir accueillir tout le monde. Les premiers arrivés sont les premiers servis. «Ceux qui n'ont pas de place passent leur examen en contrôle terminal et doivent travailler encore plus seuls», témoigne-t-il.

En licence d'informatique à l'université de Reims, à défaut de pouvoir recruter des enseignants, des heures de cours disparaissent. «A Reims, il est difficile de trouver des vacataires en informatique. Surtout pour 25 euros l'heure de travaux pratiques! Alors, forcément, parfois, certains cours ne sont pas assurés», explique Hacène Fouchal, enseignant-chercheur. Cette année, son département compte près de 500 étudiants de la licence au master - ils étaient 374 quatre ans plus tôt. Et pas un seul enseignant permanent supplémentaire, ils en ont même perdu deux.

A l'université d'Aix-Marseille, plus de 2 000 heures d'enseignement en mathématiques étaient non pourvues au moment de la rentrée. «J'étais assez surpris que la situation soit aussi catastrophique en maths: on a l'image d'une discipline historiquement privilégiée et même là ça se dégrade, s'inquiète un enseignant vacataire qui a souhaité garder l'anonymat. On va combler les trous comme on peut au premier semestre, mais après?»

JESSICA GOURDON,
LÉA IRIBARNEGARAY,
ET MARINE MILLER